



CIBLE

Hong Kong

Des dizaines de milliers de manifestants au cœur de Hong Kong. Ils refusent que Pékin conserve le contrôle des candidatures pour l'élection au suffrage universel, en 2017, du chef de l'exécutif de la ville.

Face à la contestation, le gouvernement a accru la censure contre les réseaux sociaux et fait incarcérer des militants qui défendent, ailleurs en Chine, le mouvement de Hong Kong. L'issue de la confrontation reste indécise mais les manifestations et les occupations de rue constituent pour les opinions publiques en Europe un rappel nécessaire aux réalités chinoises. Alors que Shanghai est la destination préférée des élites françaises, alors que des agents d'influences puissants et rarement contredits – n'est-ce pas, Jean-Pierre Raffarin ? – chantent les louanges de « l'atelier du monde », on voit réapparaître de vieilles et solides évidences : les Chinois sont soumis à la dictature d'un parti unique, les dissidents vivent sous la menace constante d'une arrestation arbitraire, toutes les expressions de la liberté sont contrôlées quand elles ne sont pas réprimées.

Il serait heureux que le lobby chinois en France refrène ses emballements.

Épidémie

Face

à

Ebola

p. 6/7

Commémoration

Résistants royalistes

p. 2

Idées

Julliard et Michéa

p. 9

Rédaction-administration

38, rue Sibuet 75012 Paris

Tél : 01 42 97 42 57

Dir. publication : Y. Aumont

Com. paritaire :

05 14 - G 84 801

ISSN 0151-5772

SOMMAIRE

P1 : Cible : Hong Kong

P2 : Histoire : Ils sont morts pour que nous soyons libres

P 3 : Budget : La leçon des Shadoks - Écho des blogs : Qu'est-ce qu'être socialiste ?

P 4 : Espace : Pendant qu'on y est...

P 5 : ONU : Légitime défense - Brèves

P 6/7 : Ebola : Le coeur du problème

P 8 : Débat : L'économie en révolutions

P 9 : Idées : La gauche sans le peuple

P 10 : Simone Weil : L'inspiration occitane - Exposition : Tous en guerre !

P 11 : Commémoration - Mercredis de la NAR -

P 12 : Éditorial

Communiquer avec la NAR

info@nouvelle-action-royaliste.fr

<http://www.nouvelle-action-royaliste.fr>

<http://archivesroyalistes.org>

<http://nouvelle-action-royaliste.fr/agir/donation>

Tél. : 01 42 97 42 57

Histoire

Ils sont morts pour que nous soyons libres

Il est de courts moments où l'histoire se télescope. En cette année où à coup de livres (quasi un par jour depuis deux ans), de manifestations officielles et autres colloques on se souvient de la Grande Guerre 14-18. Les villes de France, une par une, se rappellent leur libération en 1944...

Paris n'a pas échappé à la règle mais malheureusement a reconstruit sa libération en oubliant le chef des F.F.I de Paris Jean Tissier, baron de Marguerittes, dit le colonel Lizé et son adjoint le commandant Massiet dit Dufresne. Espérons que Marseille n'oubliera pas son libérateur, le général de Monsabert, et que Strasbourg n'oubliera pas le maréchal Leclerc et les maquisards du réseau Martial (Jean Eschbach, Marcel Kibler)... Gageons qu'une des raisons de ces oublis est que les uns et les autres étaient royalistes. Passons !

J'ai souvent fait remarquer l'engagement des royalistes dans la Résistance. J'ai longtemps désespéré de rencontrer des écrits émanant des milieux royalistes. Dans mes recherches je me suis souvent posé la question : mais pourquoi aucun royaliste n'a fait référence aux articles de Charles Maurras, Léon Daudet, Maurice Pujo de juin 1940 en faveur de de Gaulle dans leur *Action française* ? Car après tout ils furent les premiers défenseurs du jeune général... Il est vrai qu'ils furent aussi ses plus ardents opposants dès que ce dernier préféra le combat pour la France Libre contre la soumission. Pourtant, caché dans les archives, voilée par les propos tenus après-guerre, un petit groupe de résistants, dès septembre 1940, a fait référence au général de Gaulle (ils étaient

les seuls à cette date) et aux articles du quotidien monarchiste.

À l'intérieur de la nébuleuse du « réseau des Musées » de Boris Vildé et d'Anatole Lewitsky, communément connu sous l'appellation « réseau du Musée de l'Homme », se cache un journal et un premier groupe de résistants nommé « La Vérité française ». Le journal paraîtra de septembre 1940 à novembre 1941.



Le petit groupe qui le réalise est constitué de parisiens et de banlieusards regroupé par Jean de Launoy et rattaché au réseau par les colonels Charles Dutheil de La Rochère et Paul Hauet. Ceux-ci reprendront le réseau du Musée de l'Homme après les arrestations des premiers dirigeants et celle de madame Germaine Tillion. Comme le colonel Dutheil de La Rochère (condisciple de Charles Maurras au lycée d'Aix-en-Provence) Jean de Launoy et Pierre Stumm sont des royalistes engagés avant-guerre à l'*Action française*. Jean de Launoy est le rédacteur en chef de *La Vérité française* et dans son numéro

3, d'octobre 1940, il écrit une longue lettre à Charles Maurras : « *Quand au général de Gaulle, nous ne le connaissons, Maître, que d'après vos écrits. Vous le jugez précurseur, clairvoyant, ardent patriote, grand génie militaire ; peut-on jeter la pierre à ce bon soldat qui lutte encore pour son pays avec toute l'énergie et toute sa science...* »

Ce groupe de résistants, en zone occupée, va aider les soldats français, cacher le matériel militaire, commencer à faire du renseignement, fédérer les premières initiatives et surtout distribuer son journal. Suite aux arrestations du réseau des musées en janvier 1941 un traître français, membre du mouvement du sinistre Doriot, se glisse à l'intérieur du réseau *La Vérité française* et après dénonciation, la police française arrête, le 25 novembre 1941, quatre-vingt patriotes dont Jean de Launoy et Pierre Stumm. Du 15 avril au 30 mai 1942 le tribunal militaire allemand juge et condamne à mort les résistants français.

Le 27 octobre 1942, à quatre heures de l'après-midi, place Balard à Paris, le commandant Coqueugnot, Jean de Launoy, Pierre Stumm, Daniel Douay, Jean Voguel, Émile Louys sont fusillés par les nazis. Dans une ultime lettre à son fils, Jean de Launoy affirme : « *Aimez la France votre Patrie, comme je l'ai aimée moi-même jusqu'au sacrifice.* »

Les autres membres du groupe seront dirigés vers les camps comme les docteurs vétérinaires de Versailles, Julien Lafaye et Holstein, morts en février et mai 1944. Comme le capitaine de gendarmerie Henri-Clotaire Descamps et le père dominicain Joseph Guihaire décapités le 5 décembre 1942. Comme le poète Louis Mandin déporté au camp de Sonnenburg mort le 29 juin 1943. Comme le colonel Paul Hauet mort au camp de Neuengamme et le colonel Charles Dutheil de La Rochère, condamné à mort le 8 juin 1942, déporté au bagne de Sonnenburg ou il meurt le 3 janvier 1944.

François-Marin FLEUTOT

Vous trouverez sur le site de la Bibliothèque Nationale de France, *Gallica*, des reproductions de quelques exemplaires de *La Vérité française*.

La leçon des Shadoks

Le politique budgétaire du gouvernement peut se résumer en une seule formule, empruntée à la logique shadok et qui peut trouver un énoncé mathématique.

Soit la proposition suivante, tirée d'un traité connu de tous (1) : « *En essayant continuellement, on finit par réussir. Donc : plus ça rate, plus on a de chances que ça marche.* »

En d'autres termes : si une politique a 999 chances sur 1000 d'échouer, il faut se dépêcher de procéder à 999 ratages pour trouver l'unique issue qu'on peut aussi appeler « miracle ». Lors du lancement de leur fusée, les Shadoks bénéficiaient d'un avantage comparatif très important par rapport à l'équipe Valls-Macron : ils pouvaient lancer plusieurs fusées dans la même journée alors que Bercy ne peut fabriquer qu'un budget par an.

Le social-shadokisme dispose cependant d'un atout non négligeable : la Commission européenne, la Banque centrale européenne, la Cour des Comptes et le Haut conseil des finances publiques peuvent, par leurs recommandations et injonctions, aggraver l'échec du budget de l'année afin que le ratage du budget suivant soit mieux assuré. (2)

Le budget pour 2015 se situe, comme le précédent, dans la dynamique de l'impulsion shadokienne. On n'a pas réussi à éviter l'augmentation de la dette publique ? On n'a pas réussi à réduire les déficits publics ? On n'a pas réussi à relancer l'économie, à réduire le chômage ? Ce sont des échecs en moins à comptabiliser sur la route du succès ! Donc on

recommence avec des prévisions quasi-triomphealistes : croissance de 1 %, inflation de 0,9 %, augmentation de 0,9 % des investissements privés, hausse des dépenses de consommation de 1,3 %, croissance des exportations de 4,9 %, économies budgétaires de 21 milliards d'euros.

Comme la croissance est médiocre dans la zone euro, le commerce extérieur va rester déficitaire. Comme la baisse des dépenses publiques plombe l'activité, la croissance en France restera très en-deçà du 1 %. Comme le pouvoir d'achat se réduit, comme la déflation salariale est érigée en principe, la demande des consommateurs sera faible. Comme la croissance molle ou nulle amoindrit les recettes fiscales, le déficit budgétaire ne sera pas réduit. Et si la zone euro bascule dans la déflation, le budget pour 2016 sera encore plus sûrement compromis.

Vous me direz qu'on peut faire encore plus fort dans l'échec. C'est vrai. Pour aller plus vite dans la réalisation du programme shadok, il suffit de faire appel aux frères Dalton - Alan Juppé, Nick Sarkozy, Franck Fillon - qui proposent encore plus d'économies budgétaires et encore plus de mesures antisociales.

Ludmilla SABAKA

(1) « *An introduction to the study of elementary shadok logic* », University of Cambridge, Volume 1, page 1 024.

(2) Cf. Professeur Outka, « *Contribution à la théorie du multiplicateur d'échec* », Université de Kabardino-Balkarie (en russe).

Qu'est-ce qu'être socialiste ?

Après la sévère sanction subie par le gouvernement et le PS lors des municipales, le Premier secrétaire nouvellement désigné, Jean-Christophe Cambadélis, annonce dans la précipitation la tenue prochaine d'États généraux. Réaction de panique dans la maison socialiste ?

Laurent Bouvet, fin observateur du PS, établit un constat dans *Slate* (1) « *Il touche le socle même du parti : ses élus et leur entourage, au sens large. La perte de milliers de mandats municipaux et d'emplois qui sont liés à l'orientation politique d'une municipalité (collaborateurs d'élus, emplois contractuels dans les services municipaux, emplois associatifs subventionnés...) représente un coup porté à ce qui constitue aujourd'hui la réalité du PS.* »

Cambadélis fixe trois objectifs pour un redressement : « **Reformuler notre socialisme, Rénover notre organisation et Rassembler la gauche.** » Cette approche est-elle nouvelle ? La leçon politique du passé est-elle tirée ?

Paul Aliès, militant socialiste influent, publie sa contribution dans *Médiapart* (1) : « *J'ai d'abord rappelé que le même exercice ou presque avait eu lieu en 2000-2001 : on peut se rapporter à la brochure « Qu'est-ce qu'être socialiste au XXI^e siècle ? » », éditée par le secrétariat national d'alors (ndlr François Hollande) et signée d'Henri Weber. Le résultat fut qu'au début de sa campagne pour les présidentielles de 2002, Lionel Jospin annonça fièrement : « Mon programme n'est pas socialiste ». Et l'on sait comment cela finit... »*

Alors comment ne pas rapprocher cette déclaration des propos de Manuel Valls tirant sa leçon d'une autre déroute, celle

des élections européennes de 2009 donnant au PS un score de 16,5 % voisin de celui d'EELV, et à 12 points de l'UMP ! « *Il faut se régénérer. Il faut changer de méthodes. Il faut changer de direction. Il faut changer de génération. Il faut changer de programme. Il faut changer de nom* » car « **le mot socialiste ne veut plus rien dire** ». (2) À l'évidence entre 2002, 2009 et 2014, il y a continuité !

Les militants socialistes auront-ils le courage et la capacité de se saisir de ces États-Généraux afin de comprendre pourquoi après 2002, 2009 et 2014 rien ne change dans la ligne politique du PS ? Il est urgent pour eux de lire l'étude « **Comment fonctionne le petit monde des militants et des élites PS ? En disséquant la « société des socialistes »**, Rémi Lefebvre et Frédéric Sawicki dressent le portrait à la fois sombre et pathétique d'un parti recroquevillé sur lui-même, au grand désespoir de ses militants. » Le blog de la revue Sciences Humaines en publie une recension. (3) À lire.

François ENNAT

(1) <http://sans-langue-de-bois.eklablog.fr/le-ps-est-mort-vive-le-ps-a107565618>

(2) <http://blogs.mediapart.fr/blog/paul-allies/041014/une-anaphore-pour-les-etats-generaux-du-parti-socialiste>

(3) http://www.liberation.fr/politiques/2009/06/10/le-mot-socialiste-ne-veut-plus-rien-dire-selon-manuel-valls_563787

(4) http://www.scienceshumaines.com/comment-peut-on-etre-socialiste_fr_15334.html#.VCvQBXXJlk.facebook

Pendant qu'on y est...

Dans notre grande série, les financiers ne font bien leurs affaires que quand les États les font mal, voici l'extension de ce véridique principe au domaine de l'espace et plus particulièrement à celui des lanceurs spatiaux.

Ariane est une formidable réussite. Une réussite publique. Ce sont les États qui ont voulu, conçu et mené à bien ce programme qui détient aujourd'hui 60 % du marché des lancements de satellites, bien loin devant toutes les autres entités internationales du même type. Il était donc naturel que le secteur privé montre son appétit pour ce secteur d'activité. En juin dernier Airbus Group, dont nous avons au printemps évoqué les changements de répartition du capital très défavorables à la France, et Safran, groupe formé en 2005 par la fusion de la SNECMA et de SAGEM, ont créé une filiale commune dans le but de fabriquer des lanceurs.

Bien évidemment, il n'est pas question pour les deux de se conformer aux principes du libéralisme économique dont ils se font pourtant, et à hauts cris, les champions. Ce serait évidemment trop simple. L'activité spatiale coûte cher parce que de longues et coûteuses recherches sont nécessaires. Airbus fabrique des avions et Safran des moteurs. Rien que de très naturel, direz-vous, que de s'intéresser à un marché spatial en pleine expansion. Pourquoi donc ne pas se faciliter le travail en prenant le contrôle de ce qui existe déjà ? C'est facile, rapide et peut permettre d'assurer une forte rentabilité sur les

dos des autres.

Les autres, ce sont les États, c'est-à-dire nous. Ainsi, le 17 juin dernier, Airbus Group et Safran ont-ils lancé une sorte d'OPA sur Arianespace. Bien entendu, il n'est pas question de prendre le moindre risque. Aussi fait-on appel au sinistre Partenariat Public-Privé dont le principe est simple : on privatise les bénéfiques mais on socialise les investissements et les pertes possibles. Ce PPP permettrait de mettre la main sur Ariane 5 ME, dernière génération du lanceur, dont les travaux d'études se poursuivent, aux frais des contribuables et dont le premier lancement est prévu en 2017. Les deux partenaires veulent donc mettre la main sur le lanceur sans en acquitter le prix, bien au contraire puisqu'ils voudraient bien soulager l'Agence Spatiale Européenne de quelques 2,6 milliards d'euros pour le développement de la future Ariane 6. Ils veulent également contrôler le CNES (Centre national d'études spatiales) justement qualifié dans un courrier à François Hollande de « *seul contrepoids à l'industrie en situation de monopole* ». Parce que le fonds de la question est là. Si on les laisse faire, il n'y aura plus aucun moyen pour la puissance publique de peser, elle sera l'otage des financiers et ne pourra non seulement plus peser sur les déci-

sion industrielle mais ne sera en fait plus qu'une *pompe à fric*.

Selon nombre de spécialistes, ce programme n'est pas pertinent puisqu'ils suffit d'ajouter des changements non essentiels à Ariane 5 ME pour obtenir un lanceur encore plus performant. De plus, les mêmes mettent sérieusement en doute la capacité industrielle des deux acolytes qui se sont résolument *plantés* dans un récent programme militaire. Qui plus est, il semble que la politique des prix de lancements prônée par la nouvelle entité pose problème jusque dans leur rang, comme en témoigne la multitude de courriers envoyés aux plus hautes autorités de l'État durant cet été. Il s'avère que le principal concurrent d'Ariane, est une société américaine SpaceX qui construit le Falcon 9, proposé bien en deçà de son prix de revient réel, c'est à dire 60 millions de dollars pour 140 réels. C'est ni plus ni moins que du *dumping* industriel. Airbus Group et Safran mettent l'accent sur la baisse des coûts, nécessaire comme toujours, voulant eux aussi proposer les lanceurs Ariane à des conditions financières sans rapport avec leur coût véritable. Devinez qui absorbera la différence ?

La position des deux nouveaux entrants sur le marché est donc gravement entachée de mensonge. Le but est clair, comme le note un courrier

des membres représentant le personnel au conseil d'administration du CNES : « *le seul objectif est de remplir ses objectifs financiers de rentabilité maximale.* » (1) Les PPP ne servent qu'à cela, faire de l'argent sur les dos des États avec la conscience tranquille du financier. Ce dossier ne défraye pas la chronique, la presse est trop convaincue par l'ultra-libéralisme pour oser émettre la moindre critique. C'est encore une fois *La Tribune* qui a eu le courage de porter le fer. Les autres se taisent, trop heureux d'être gavés par la publicité que leur octroie généreusement tant Airbus Group que Safran.

Nous ne pouvons faire confiance au gouvernement pour défendre les intérêts de la nation. Trop désireux de faire du cash pour complaire aux Bruxellois, Hollande et Valls se moquent bien du devenir d'un secteur industriel aussi essentiel pour l'avenir. Hollande est un comptable à courte vue. Mettre le doigt dans l'engrenage d'un PPP a toujours et partout le même résultat : un maximum de profit pour le privé, un maximum de charges pour la puissance publique. Le cas Arianespace est symptomatique d'une politique toujours renforcée de reculs.

Le moment vient de s'opposer à cette politique qui ravit tant la gauche au pouvoir que la droite qui en fait l'un de ses principaux chevaux de bataille. En outre, les conséquences sociales du projet seront rapidement désastreuses. Un projet spatial ne peut être mené par le privé seul, il peut y participer en tant que sous-traitants mais pas plus et par dessus tout, il ne peut être question de lui laisser le pouvoir de décision. Réagissons.

Charles GUÉMÉNÉ

(1) Courrier du 19 août 2014 à François Hollande et Manuel Valls, cité par Michel Cabirol in *La Tribune*, 17 septembre 2014.

Légitime défense ?

L'article 51 de la Charte des Nations Unies ne sert que lorsqu'on n'a aucune autre base légale. Exception à la règle, il ne permet que de faire le minimum requis pour se défendre.

Alléguer la légitime défense en Irak et a fortiori en Syrie est un aveu d'échec du fonctionnement des institutions internationales. La base légale est la plus ténue qui soit et impliquerait un examen de chaque action « défensive » au regard du principe général de non-ingérence. La légitime défense n'est pas un permis de tuer et ne rend pas la guerre « juste ». Encore ce concept n'est-il pas du tout comme on le voit souvent la liberté de faire n'importe quoi mais exige au contraire de n'appliquer qu'une force « proportionnée ».

Celle-ci, comme l'a récemment rappelé le Pape, interprète qualifié de cette invention chrétienne médiévale, ne saurait être laissée à la discrétion d'un seul pays ou d'un groupe de pays mais suppose un consensus de la collectivité internationale, en l'occurrence l'ONU. Agir en état de légitime défense est une faculté laissée à un État souverain pris individuellement ou de manière collective de répondre à une agression. C'est une exception à la mise hors-la-loi de la guerre, tout autre cas devant relever de l'action commune des Nations Unies agissant au nom de tous à titre de sanction contre un contrevenant qui a déclenché la guerre. Conscient que la plupart des conflits sont aujourd'hui internes, dirigés contre des populations civiles par le fait de leur propre État ou de « rebelles », on a ajouté à la notion classique de guerre internationale la « responsabilité de protéger ». Celle-ci a servi en Libye, avant d'être invertie par les partisans du « changement de régime ». Le précédent a desservi et em-

pêché une intervention en Syrie dans les débuts de la guerre civile. Ensuite c'était trop tard.

Contre Daïish, c'est ce recours que l'opinion publique attendait pour protéger les minorités, chrétiennes, chiites, kurdes ou musulmans trop « tièdes ». Or ce n'est pas le fondement qui a été choisi. Ou plutôt avancé, car il n'y a pas eu de débat mais une sorte de mémorandum américain informel que le secrétaire général de l'ONU, dans une de ses déclarations ambiguës dont ce Coréen a le secret, a paru admettre en faisant seulement quelques réserves de forme comme celle d'éviter de frapper les populations civiles. Le point de vue américain était défendu par la fort intelligente représentante à l'ONU qu'est Samantha Power, prix Pulitzer 2002 pour un excellent livre intitulé : « *L'Amérique à l'âge des génocides : un problème surgi de l'Enfer* ». Des Arméniens aux Kosovars en passant par les Juifs, les Cambodgiens, les Tutsis et les Bosniaques, l'analyse était la plus rigoureuse et la mieux documentée. Journaliste devenue professeur à Harvard, elle s'impose sur le sujet. Hélas, l'ONU n'est pas le lieu privilégié de la résolution de ce type de conflits qu'elle devrait être. Force est donc de trouver les arguments qui justifient qu'on la contourne, en utilisant des vides juridiques.

Le distinguo est subtil, sinon jésuitique, entre l'Est syrien que le gouvernement d'Assad ne contrôle plus et le Nord irakien que le gouvernement de Bagdad ne contrôle pas plus mais dont l'autorité est reconnue par la communauté internationale. C'est cette différence de trai-

tement que Chinois et Russes contestent, se faisant ainsi les défenseurs certes bien indignes d'un droit international que l'on souhaiterait défendu plus impartialement. Mais pourquoi cracher sur l'hommage que le vice rend ainsi à la vertu ? Quel que soit son défenseur, le droit reste le droit.

L'impasse actuelle fragilise le système des Nations Unies. Rien n'est plus dangereux que de le décrédibiliser. On mesure le chemin parcouru depuis 2003, dernière tentative sérieuse – française - de sauver le droit. Raison de plus de s'attacher à la réforme du Conseil de Sécurité, non pas dans le sens de l'augmentation du nombre de ses membres mais dans sa structuration interne, notamment par la création de nouveaux membres permanents, pays à responsabilité mondiale, et le choix des membres non-permanents parmi les tiers, les neutres, garants de l'équilibre, alors qu'ils sont trop souvent élus au hasard de manœuvres de couloirs ou au bénéfice d'un tour de bête.

Importance aussi de mieux constitutionnaliser le droit international comme dans le droit interne se sont imposés des principes généraux du droit. **Urgence** enfin de mettre de la cohérence dans la force dont dispose l'ONU (117 000 militaires de 122 pays - le tiers des effectifs vient de 5 pays du sous-continent indien - en 17 missions pour un coût annuel de 7 milliards de dollars). Hors de réformes de fond, chaque problème sera traité dans l'urgence de manière toujours plus confuse et contestable.

Yves LA MARCK

Brèves

Royaume-Uni

Deborah Mitford, duchesse douairière de Devonshire, vient de mourir à l'âge de 94 ans. Elle était la dernière et la moins excentrique des six filles Mitford, famille de la noblesse anglaise qui défraya la chronique pendant toute l'entre-deux-guerres.

Elle comprenait également **Nancy** (1904-1973), gloire de la famille et romancière à succès ; **Pamela** (1907-1994), dont la seule extravagance fut de se marier en noir ; **Diana** (1910-2003) épouse en premières noces de Bryan Guinness, héritier des brasseries Guinness, et en secondes noces du nazi anglais Oswald Mosley ; **Unity** (1914-1948), un peu simplette, amoureuse hystérique d'Adolf Hitler, qui tenta en 1938, lors de la déclaration de guerre entre l'Allemagne nazie et l'Angleterre, de se suicider et vécut encore dix ans avec une balle dans la tête ; **Jessica** (1917-1996) qui choisit, elle, de se battre dans les rangs des Républicains espagnols.

Allemagne

Le duc **Anton-Günther d'Oldenburg**, est décédé le 20 septembre dernier à l'âge de 94 ans.

Peu connue du public, cette famille de principicules allemands a la particularité étonnante d'avoir, partant de son très petit établissement du nord de l'Allemagne, placé ses membres sur les trônes de **Danemark** et de **Norvège** où ils sont encore, mais aussi de **Russie** (Romanov), de **Suède** et de **Grèce**. Charles, successeur à une date indéterminée de sa mère Élisabeth II est, par son père **Philippe d'Édimbourg**, prince de Grèce et de Danemark.

Tous sont descendants de Dietrich, comte d'Oldenburg, surnommé *Le Fortuné*, mort en 1440.

Pascal BEAUCHER

Le cœur du problème

20 000 morts au 2 novembre ; un million quatre cent mille au 20 janvier prochain. Le monde ne parvient pas à juguler l'épidémie de la fièvre Ebola survenue en début d'année à la frontière de la Guinée-Conakry, de la Sierra Leone et du Libéria. Diplomate Dominique Decherf, auteur de « Couleurs »⁽¹⁾ (éditions Pascal Galodé, 2012), spécialiste de l'Afrique en général et du Liberia en particulier où il fut Chargé d'affaires au temps de la guerre civile (1994-1997), et qui vit depuis plusieurs années au Kenya, répond à nos questions.

Royaliste : L'Afrique noire allait mieux et voilà que l'on ne parle plus que du virus Ebola avec des images dignes des films d'horreur. Va-t-elle replonger ?

Dominique Decherf : Il y a en effet quelque paradoxe dans le fait que cette épidémie surgisse aujourd'hui dans une zone dont on pensait qu'elle était bien avancée sur la voie de la reconstruction et de la réhabilitation après une sévère guerre civile d'une douzaine d'années qui aurait fait entre 250 000 et 500 000 morts : la Sierra Leone, le Libéria et la frontière avec la Guinée-Conakry. Pendant des années, les conditions de vie étaient bien pires. On aurait compris la survenance d'épidémies. Or les choses allaient nettement mieux. Au Libéria, depuis 2003, une force des Nations-Unies longtemps forte de quinze mille hommes, aujourd'hui réduite à 7500, y assure le maintien de la paix. Son mandat qui court jusqu'au 30 septembre 2014 sera sans doute reconduit. La présidente, élue en 2005 et réélue en 2012, Mme Ellen Johnson-Sirleaf, a

obtenu le prix Nobel de la Paix en 2011. L'ancien chef rebelle, Charles Taylor, président de 1997 à 2003, est incarcéré dans une prison anglaise après sa condamnation à cinquante ans de détention à La Haye l'an dernier. Or c'est maintenant, le 9 septembre dernier, devant le Conseil de Sécurité de l'ONU, que le ministre libérien de la Défense agite le spectre de la disparition du Libéria !

Royaliste : Comment l'expliquer ?

Dominique Decherf : Précisément par le retour à la paix, le déplacement des populations, l'ouverture des axes de circulation, surtout les axes secondaires : pendant la guerre, chacun se terrait dans son village ou dans la forêt environnante. Il y avait peu de contacts entre les villages et les villes. Seules les grandes routes étaient encore fréquentées. D'ailleurs le premier réflexe devant l'épidémie fut le retour au village, se cacher, s'isoler, mourir chez les siens. Les malades ou suspects de maladie fuient l'hôpital ou les centres de santé de peur

d'être diagnostiqués et placés en détention jusqu'à ce que mort s'ensuive.

Royaliste : La diffusion du virus ne met-elle pas en cause les traditions africaines ?

Dominique Decherf : C'est ambigu. Toute la sagesse africaine tend à la survie du groupe social à travers des mesures de protection face à l'environnement extérieur hostile, qu'il s'agisse des bêtes sauvages, des hommes ou des cataclysmes naturels. Souvent des règles strictes s'appliquaient, allant jusqu'à l'exclusion des personnes à risque ! On allègue aujourd'hui des habitudes alimentaires (en Afrique occidentale, la consommation de rongeurs et de chauve-souris, apparemment porteurs sains du virus, en Afrique centrale celle de viande de singe), la médecine traditionnelle, les rites funéraires. Mais le groupe savait ce qu'il y avait lieu de faire dans chaque circonstance donnée. Or tout ceci se perd. Ce savoir ancestral disparaît avec les anciens. Il n'est pas transmis dans un continent extrêmement jeune

qui se renouvelle tous les vingt ans. Les jeunes sont démunis, déracinés, perdus.

Royaliste : Échec des médecines traditionnelles, mais échec aussi des modèles de développement qui se révèlent incapables de faire face ?

Dominique Decherf : L'OMS, l'ONU, les États-Unis, la Chine, Cuba, la France bien sûr, interviennent massivement dans la santé publique en Afrique sub-saharienne. Médecins sans frontières (prix Nobel de la paix 1999) référence mondiale, succès énorme, est avec 2000 intervenants la première ONG sur le terrain ! Le hic est que si l'humanitaire marche dans l'urgence et si les programmes de développement durable ne sont pas du tout négligeables et ont permis d'engendrer des progrès énormes dans les structures nationales de santé, la philanthropie ne suffit pas à fonder une politique, encore moins une biopolitique qui passe par le contrôle des populations. L'approche américaine diffère sensiblement de l'approche française. Ce n'est pas la santé en soi mais la sécurité qui est mise au premier plan. Les Américains se mobilisent s'il y a un risque de sécurité. Le coup de maître de George Bush - qui a tant de choses à se reprocher par ailleurs - fut le lancement du plan de lutte contre le VIH/SIDA, le paludisme et la tuberculose (PEPFAR) en 2003 doté de quinze

milliards de dollars sur cinq ans qui a permis à Washington de reprendre le rôle dominant dans un secteur stratégique et surtout dans des pays menacés eux aussi de quasi-disparition (tels le Rwanda ou l'Ouganda). La France avait été pionnière et, parce que là où Washington peut financer 30 ou 50 % d'une action, avec une part fort honorable de 10 %, la France tient la seconde position dans les financements avec souvent des places aux responsabilités internationales. En matière de santé, l'Union européenne est relativement peu visible, car c'est un secteur demeuré très « national », avec de grandes différences d'un pays européen à l'autre.

Royaliste : « *Obama l'Africain* » serait-il en retard sur *Bush et Clinton* et chercherait-il à se rattraper avec le virus Ebola ?

Dominique Decherf : Exactement, il a répété dans son allocution du 16 septembre à Atlanta : les États-Unis doivent exercer leur rôle de direction. Les autres initiatives dont le sommet économique réuni à Washington en août - sans qu'il soit question d'Ebola ! - n'avaient pas convaincu. Ses deux voyages sur le continent africain - mais pas au Kenya, pays de son père biologique - ont déçu tant les attentes étaient fortes. C'est comme si l'on courait après les Chinois, pourtant sans charisme. Ebola lui permet de rebondir. C'est quand même la première fois qu'à l'initiative américaine le Conseil de Sécurité des Nations-Unies réuni en urgence le 18 septembre est saisi d'un projet de résolution. La résolution 2177 a été portée par 131 États et adoptée à l'unanimité. Elle définit Ebola comme une « menace à la paix et à la sécurité internationale ». Une innovation en matière de droit international.

Royaliste : *Ce qui ouvre le recours au chapitre VII de la Charte des Nations Unies, donc le recours à des mesures*

coercitives ?

Dominique Decherf : Oui. Quelle réponse Obama l'avant-veille du débat avait-il fournie ? 750 millions de dollars sur 1 milliard demandé, des lits, des équipements, mais pas seulement. Des médicaments ou des vaccins ? Ils n'existent pas ou sinon à titre expérimental. Non, l'annonce décisive fut l'envoi de trois mille hommes des forces armées, alors qu'Obama rechigne à détacher des « conseillers » au compte-goutte auprès des forces irakiennes face aux djihadistes ! 3000 hommes, un centre de commandement régional à Monrovia, et sur ce nombre, pas de médecins ou de personnels de santé qui seraient directement en contact avec les malades mais des formateurs, des encadreurs, des hommes du génie, une force aéroportée du fait des difficultés de transport terrestre, et sans doute des spécialistes du « maintien de l'ordre » au cas où la situation de panique dégènerait - et cela a commencé : lynchages, attaques contre des « centres d'isolement ». On voit cela dans les films d'Hollywood...

Royaliste : *Militarisation de l'Afrique par les Américains sous couvert de risque de santé publique ?*

Dominique Decherf : Les États-Unis ont créé en 2008 un commandement africain distinct de celui d'Europe ou du Moyen-Orient, AFRICOM. Ils avaient cherché alors un point de chute sur le continent pour installer son quartier-général. La seule base dont ils disposent est celle de Djibouti, mais c'est une base logistique essentiellement à destination du Moyen-Orient et de la Somalie. Elle n'atteint pas le chiffre de trois mille hommes annoncé par Obama. AFRICOM est finalement resté basée à Stuttgart. La localisation alternative la plus probable était déjà envisagée à Monrovia, avec le plein accord des autorités locales : le Libéria ayant été longtemps considéré comme le 51^e État américain,

fondé par les descendants d'esclaves américains qui y étaient devenus les maîtres, toujours largement assisté par Washington. D'où la grande déception des Libériens face à la non-intervention américaine durant la guerre civile. Les « Marines » n'étaient allés à terre que pour protéger l'ambassade américaine et procéder à des évacuations d'occidentaux. Et aujourd'hui d'un coup d'un seul trois mille militaires américains seront déployés, avec l'investissement que cela suppose ! Gageons que ce ne sera pas pour quelques semaines. C'est une installation dans la durée.

Royaliste : *Quels sont les intérêts américains dans la région ?*

Dominique Decherf : Ils sont principalement au Nigéria qui avait agi comme sous-traitant dans toute l'affaire libérienne, et aujourd'hui par un juste retour des choses se retrouverait conforté par l'existence de cette base arrière d'une part dans la lutte qui perdure dans le golfe de Guinée (compagnies pétrolières du delta du Niger) où les Américains discrètement sont très actifs, d'autre part dans la guerre qui s'annonce au nord avec Boko Haram.

Au-delà c'est toute l'Afrique forestière qui est menacée. Le pays le plus vulnérable au virus Ebola, d'où il tire son nom, c'est la République démocratique du Congo, l'ex-Zaïre. L'isolement des zones de survenance du virus a permis dans le passé sa résorption plus rapide. C'est le pays où la forêt est la plus étendue et le pays le plus peuplé (plus de quarante millions). On considère qu'au total sur toute l'Afrique subsaharienne, onze millions de personnes sont potentiellement concernées.

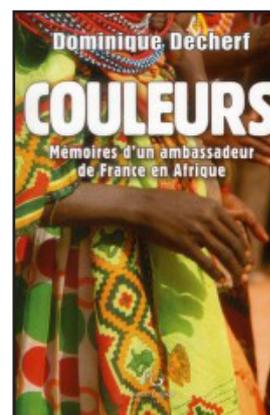
Royaliste : *On revient à la stigmatisation de l'Afrique, terre insalubre, réserve de microbes...*

Dominique Decherf : On parle d'un million de victimes du virus Ebola au bout d'une année si l'épidémie n'était pas contrôlée. Mais ce ne serait que le quatrième million : le Sida, la tuberculose et surtout, toujours première cause de décès, le paludisme, en font chacun plus chaque année ! Beaucoup plus que la mortalité infantile, la faim ou les guerres, qui de leur côté ont régressé. Des morts silencieuses, intimes, qui, contrairement à l'épidémie actuelle, ne paraissent pas ralentir le dynamisme collectif. Les pays les plus pauvres ne sont d'ailleurs pas les seuls atteints. Par exemple, le plus riche, l'Afrique du Sud connaît l'un des taux de prévalence du SIDA les plus élevés, y compris dans les classes supérieures ! L'extraordinaire est que ces sociétés africaines ne se laissent jamais aller au désespoir. Le regard que nous portons sur elles et que cette actualité renforce, frisant parfois le racisme, n'est pas du tout celui qu'elles portent sur elles-mêmes. Là où la mort abonde, la vie surabonde. Il serait dommage que nous ne partagions pas cette volonté de vivre à tout prix.

Propos recueillis par B. LA RICHARDAIS

Graham Greene - « *Voyages sans cartes* ». Le récit de son voyage à pied à travers le Libéria dans les années trente où il manqua de décéder de maladie (épuisé chez éditeurs, achat uniquement sur Internet en occasion).

(1) Dominique Decherf - « *Couleurs* », Éd. P. Galodé, 2012, prix franco : 21,90 €.



L'économie en révolutions

Voici un débat qui déplace les lignes : Bruno Colmant, libéral très critique hostile à l'euro est confronté à Paul Jorion, fédéraliste européen qui tire de l'œuvre de Keynes un programme révolutionnaire.

Chroniqueur à *L'Écho de Bruxelles*, Marc Lambrechts a eu l'excellente idée de réunir pour un débat de fond (1) deux amis qui auraient dû être de farouches adversaires : ancien banquier et ancien directeur d'une Bourse des valeurs, Bruno Colmant enseigne la finance à l'Académie royale de Belgique ; anthropologue, Paul Jorion a travaillé comme ingénieur financier avant de fonder un blog réputé (2). Nous avons donc deux **experts** au sens strict, c'est-à-dire deux hommes qui nourrissent leur réflexion d'une expérience personnelle dont maints « consultants » médiatiques sont totalement dépourvus. Une réflexion que Bruno Colmant appuie sur l'œuvre de Milton Friedman tout en puisant avec profit chez Karl Marx tandis que Paul Jorion s'inspire, entre autres, de John Maynard Keynes. On a l'impression d'entrer dans un débat économique entre la droite et la gauche mais, très vite, les deux mouvements de pensée déplacent si bien les lignes qu'on est souvent obligé de réorienter sa critique.

Bruno Colmant est un libéral qui a été fortement impressionné par la crise de 2008 et qui dénonce les recettes de ce que nous appelons l'ultra-libéralisme. Il récuse les mesures d'austérité budgétaire imposées à des économies atones ou récessives, il est partisan d'une « inflation raisonnable » et de l'effacement des dettes publiques par la sortie de l'euro qui permettra de rembourser les

dettes dans une nouvelle monnaie nationale soigneusement dévaluée. C'est à ces conditions que le capitalisme - la propriété privée des moyens de production - pourrait être sauvé... Paul Jorion est partisan d'un défaut de paiement généralisé qui s'accompagnerait d'un Grand (dimanche) Soir fédéraliste : longuement préparé, le défaut serait décidé pendant que les marchés sont fermés et « *il faudrait simultanément unifier le système budgétaire et fiscal européen et mutualiser la dette européenne pour en faire une dette européenne unifiée.* » On voit mal les lourdes structures de la zone euro (États, Commission, Eurogroupe etc.) préparer dans le secret ce dispositif, on voit encore plus mal l'Allemagne en accepter le principe et l'on cherche en vain la **démocratie** tout au long de ce processus.

Faute de pouvoir argumenter ici dans le détail, je note mon accord avec Bruno Colmant sur les solutions monétaires nationales mais nous poursuivons, à *Royaliste*, des objectifs tout différents : il ne s'agit pas de sauver le capitalisme mais de concevoir un nouveau mode de développement. En complet désaccord avec Paul Jorion sur le saut fédéral, je nous retrouve dans les principaux aspects du programme révolutionnaire qu'il expose à partir de sa lecture de Keynes :

Créer un système international d'échanges dans lequel le règlement des importations et des exportations s'effectue par le moyen d'une chambre

de compensation et d'une monnaie de compte commune - le *bancor*. Ainsi, « *les monnaies nationales auraient avec le « bancor » une parité fixe, mais révisable annuellement, avec réévaluation de la devise nationale pour les exportateurs nets et dévaluations dans le cas des importateurs nets. Ce réajustement permettrait à chaque nation de repartir l'année suivante sur une base assainie* »... à condition, Paul Jorion, qu'elle ne soit pas prise dans la gangue de la zone euro !

Bannir l'obsolescence programmée, au rebours du principe de maximisation du profit, pour réduire la consommation d'énergie et protéger l'environnement.

Interdire les paris sur les fluctuations de prix des titres financiers - comme en Belgique avant 1867, comme en France avant 1885 - afin de réduire drastiquement une activité financière qui est étrangère et hostile au développement économique.

Réaliser l'euthanasie du rentier par une politique de partage de la richesse créée permettant d'éliminer une répartition arbitraire de la fortune et du revenu. Telle est la voie, authentiquement socialiste, dans laquelle la France s'était engagée après la Libération.

Effectuer la transition énergétique. Elle permettra de mettre fin aux productions et aux consommations désastreuses pour la planète ; elle assurera le retour au plein emploi

car il faudra mobiliser toute la population active pour les grands travaux qui assureront la réorientation de l'économie.

Bien entendu, Bruno Colmant marque ses points d'accord et ses objections qu'il faut prendre très au sérieux car son argumentation pourrait servir à formuler la doctrine d'une droite libérale décidée à se libérer de son extrémisme idéologique. Dans le cadre de la démocratie représentative, le libéralisme et le socialisme redéfinis permettraient de relancer une dialectique politique positive au sein de systèmes institutionnels rénovés. Comme Jacques Sapir, Frédéric Lordon, Philippe Muller et bien d'autres chercheurs, Bruno Colmant et Paul Jorion permettent de garder espoir en cette période de désastre. Attentifs à la refondation du libéralisme, nous voyons avec faveur se former le projet révolutionnaire qui a manqué aux dissidents de l'Est européen. Au sortir du carcan bureaucratique et policier, les militants du *samizdat* se trouvaient sans programme et les nations à peine libérées subirent la violence des thérapies de choc. Dans l'Union européenne, le travail critique qui se fait sans risques physiques, par les livres et sur la Toile, nous permet déjà de disposer d'un programme immédiatement applicable dès l'effondrement partiel ou total du système ultra-libéral.

Bertrand RENOUVIN

(1) Paul Jorion & Bruno Colmant, « *Penser l'économie autrement* », Conversations avec Marc Lambrechts, Fayard, 2014, 256 pp., prix franco: 18 €.

(2) Blog de Paul Jorion : <http://www.pauljorion.com/blog/>



La gauche sans le peuple

Depuis son mémorable *Orwell anarchiste Tory* (Climats, 1995), Jean-Claude Michéa occupe une place singulière dans notre espace intellectuel. Défenseur farouche et éclairé d'une tradition ouvrière et socialiste, il s'attaque sans concession à la gauche actuelle, qu'il définit à l'exact contraire de cette tradition. Pour lui, la trahison était d'ailleurs comme inscrite dans les gènes de cette gauche, qui, dès le départ, se distingue de la cause ouvrière et du proudhonisme qui lui correspond. Michéa a pour lui toute la mémoire des XIX^e et XX^e siècles, il a une connaissance extrêmement pointue des textes, des hommes et des événements. Il a aussi pour lui son indifférence totale aux diktats de la pensée *mainstream* et de la culture installée. En un mot, il a des convictions plus fortes que tous les préjugés du moment, ce qui lui permet, à lui tout seul, de défier la *doxa* contemporaine. Précisément, cette solitude, admirable en soi, fait quand même difficulté. Que peut un intellectuel, si brillant soit-il, contre toutes les puissances installées ? Par chance, il a rencontré sur sa route un autre intellectuel de belle stature, qui, *a priori*, pouvait passer pour son parfait contraire. Sans soupçonner un seul instant l'indépendance d'esprit de Jacques Julliard, on pouvait légitimement penser qu'il appartenait, à sa façon, à un certain *establishment*. Ne fut-il pas directeur délégué du *Nouvel Observateur* en même temps que son éditorialiste, ce qui lui conférait, aux côtés de Jean Daniel, une autorité enviable. Par ailleurs, il avait appartenu à la direction de la CFDT, à l'époque la plus effervescente de ce syndicat, avant que celui-ci ne s'aligne sur un réformisme tout à fait orthodoxe dans le cadre du libéralisme triomphant. Enfin, Julliard avait été l'un des principaux inspirateurs de ce qu'on appelait la deuxième gauche, celle qui trouva, dans son opposition à François Mitterrand, ses figures de référence, avec un Michel Rocard et un Jacques Delors.

En poussant les choses à l'extrême, on aurait pu définir Jacques Julliard comme intellectuel organique de la gauche et précisément de la gauche accusée par Jean-Claude Michéa des pires dérives, et un rapprochement, même dans un but d'échanges désintéressés, aurait pu paraître hautement improbable. Eh bien non ! J'avais pu me rendre compte, grâce à une première rencontre sur *France Culture*, comment le premier était presque passionnément intéressé par la pensée du second. Il y avait à cela une bonne raison. Julliard, en tant qu'universitaire, est un des meilleurs connaisseurs du terrain balisé par Michéa, et il ne pouvait que s'emparer de ses livres pour mesurer ses accords et ses désaccords. Mais il est une autre raison : le militant de gauche est lui aussi troublé par l'évolution actuelle du monde et la toute puissance d'un système hyper-capitaliste. On a beau vouloir, avec Rocard et Delors, moderniser la gauche, en la mettant en phase avec l'économie moderne, arrive un moment où éclate une véritable crise de conscience. Il y a d'abord cet évident divorce entre la gauche et le peuple : « *François Mitterrand avait été l'élé d'une coalition classique, de type Front populaire ; quelques trente ans plus tard, François Hollande sera celui d'une coalition bobo, dans laquelle les éléments populaires n'ont joué qu'un rôle de supplétifs.* » Sur ce point précis, il y a convergence totale entre les deux hommes qui partagent complètement l'analyse de

Christophe Guilluy sur « la France périphérique ». Et Julliard de citer aussi le livre précurseur d'Éric Conan (*La gauche sans le peuple*, Fayard, 2004) : « *La gauche a cru le peuple disparu parce qu'il l'a progressivement quittée. Ou peut-être est-ce l'inverse : la gauche a perdu le peuple parce qu'elle l'a cru disparu.* »

Et puis il y a aussi, pour un disciple de Péguy et de Simone Weil, l'évidence d'une considérable rupture morale. Même s'il résiste à la condamnation globale de Michéa à l'égard du libéralisme comme système d'assujettissement du monde, il lui accorde beaucoup sur ce terrain. Le fossé qui sépare la gauche du peuple est aussi d'ordre moral : « *C'est votre mérite et votre courage de l'avoir mis en évidence, en soulignant que la common decency, qui est le fait du peuple, n'est nullement partagé par les élites. La preuve, ce sont les ricanements et les haussements d'épaule de la part de vos critiques les plus acharnés à l'égard de ce concept, dans lequel ils décèlent des éléments réactionnaires. Je me garderai bien de les suivre sur ce terrain, où la gauche radicale communique avec la gauche bobo contre toute évocation de la question morale. J'ai déjà dit qu'à mes yeux, c'est sur ce terrain que se joue l'avenir du socialisme et, si vous le permettez, de la gauche elle-même.* » Il s'agit de bien mesurer comment l'affrontement avec la logique inhérente au système économique mondialisé a une portée anthropologique, qui met en danger, souligne Michéa, « *la substance même de l'âme humaine* ».

Ainsi il ne pouvait y avoir qu'un rapprochement entre le philosophe et l'historien, qui s'est traduit par un échange de correspondance, où l'un et l'autre se font part de leurs objections et de leurs différences, mais sur un fond d'accord qui ne cesse de grandir. L'historien estime, par exemple, que le philosophe minore l'alliance de fait entre le peuple ouvrier et la gauche républicaine, qui trouve ses origines dans les Lumières et le culte du progrès. Cela donne lieu à une discussion serrée, où les deux grands lecteurs évoquent avec délices tous les plis d'un passé qu'ils connaissent mieux que quiconque aujourd'hui. On retiendra aussi les distinguos très utiles de Julliard entre les différentes déclinaisons du libéralisme et les rapports ambigus que celui-ci entretient avec la démocratie et la technocratie. On constatera, qu'aiguillonné par son interlocuteur bienveillant, Michéa se montre au meilleur de sa forme pour exprimer ses idées, les approfondir et les défendre contre des adversaires souvent furieux.

Mais au terme de cet échange, on ne peut s'empêcher à la fois d'applaudir cette rencontre et de supputer, avec quelque effroi, la portée d'un accord, qui nous met en face du caractère démesuré de la tâche à entreprendre. En incitant Jacques Julliard à revenir à ses amours premières pour le syndicalisme révolutionnaire, ce n'est pas à un exercice de nostalgie que Jean-Claude Michéa nous invite, mais à un renversement sismique de l'ordre (ou plutôt du désordre) mondial. Julliard a beau énoncer avec le plus grand calme et la plus impavide assurance les mesures qui s'imposent pour transformer les choses, il annonce, *ipso facto*, un bras de fer impitoyable avec les forces triomphantes de ce temps. La réorientation totale de l'appareil productif, avec la nationalisation du crédit et le retour à une certaine planification, c'est un travail qui effraierait les titans eux-mêmes ! Et en appeler au peuple pour cette nouvelle révolution c'est un défi de plus. Que peuvent deux intellectuels isolés dans le fracas du monde ? Mais la simple affirmation de leur courage, c'est l'étincelle qui fait espérer l'aurore.

Gérard LECLERC

Jacques Julliard & Jean-Claude Michéa – « *La gauche et le peuple, Lettres croisées* », Flammarion, 10/2014, 320 pages, prix franco : 19,90 €.

Simone Weil

L'inspiration occitane

Sous le titre *L'Inspiration Occitane*, les Éditions de l'Éclat réunissent deux textes de Simone Weil datant du début de la Guerre et publiés sous pseudonyme dans les *Cahiers du Sud*. Une lettre à Déodat Roché les complète. L'excellente préface de Claude Le Manchec éclaire le tout.

La méditation de Simone Weil se nourrit de la lecture de ce sublime poème épique, la *Chanson de la Croisade des Albigeois*, qui retrace, en langue d'oc, la destruction de la civilisation occitane au XII^e siècle.

Son enthousiasme est tel qu'elle fait de ce texte un équivalent de l'*Illiade* d'Homère, Toulouse se substituant à Troie. Ne discutons pas ici de la solidité de ses connaissances historiques. En un temps où la France sombre dans la Débauche, balayée par l'agression nazie, il est assez facile de lire la métaphore : le monde civilisé s'effondre devant la brutalité des barbares.

Cependant, cette première approche est bien trop superficielle. L'intérêt que Simone Weil porte aux Cathares n'est pas une lubie, mais s'inscrit pleinement dans sa quête spirituelle. On sait son christianisme fortement influencé par les gnosés platoniciennes, et son rejet, presque total, de l'Ancien testament en fait une disciple de Marcion.

Sa défiance à l'égard du corps la rapproche des manichéens. Sa sympathie va donc naturellement à ces gens qui, tout en se revendiquant de l'Évangile, refusent de se soumettre aux dogmes étroits que Rome

entend imposer par la force. Elle ne condamne pas l'Église en tant que telle mais déplore l'attitude d'une hiérarchie ecclésiastique, toute entière soumise à ses désirs mondains, qui a encouragé les pires exactions (et elles furent nombreuses), y



compris contre des catholiques. Pour Simone Weil, la liberté spirituelle est la condition même d'une authentique spiritualité.

Et c'est là qu'elle dessine les traits idéaux de la société occitane, s'inscrivant dans la continuité de ce qu'elle nomme « la source grecque », et qui devraient inspirer toute société (mais l'histoire montre que les brutes triomphent trop souvent). Je cite : « *Les idées ne s'y heurtaient pas, elles y circulaient dans un milieu en quelque sorte continu. Telle*

est l'atmosphère qui convient à l'intelligence ; les idées ne sont pas faites pour lutter. La violence même du malheur ne put susciter une lutte d'idées dans ce pays ; catholiques et cathares, loin de constituer des groupes distincts, étaient si bien mélangés que le choc d'une terreur inouïe ne put les dissocier. Mais les armes étrangères imposèrent la contrainte, et la conception de la liberté spirituelle qui périt alors ne ressuscita plus. (pages 35-36). »

Un magnifique plaidoyer pour une « société ouverte » (selon l'expression de Bergson et Popper, mais avec en plus une forte dimension spirituelle) qui retrouve malheureusement toute son actualité en un temps où prospèrent toutes les crispations identitaires les plus brutalement stupides.

Le deuxième texte, qui s'inscrit dans la continuité du premier, précise l'enjeu contemporain de cette inspiration occitane. Il est l'occasion d'une exaltation du monde roman contre le monde gothique (traité de totalitaire) et contient en accéléré une histoire du christianisme qui ne laisse pas indifférent.

Il se conclut par un appel à dépasser, par la contemplation, les impasses de notre modernité. Le dernier paragraphe : « *Nous n'avons pas à nous demander comment appliquer à nos conditions actuelles d'existence l'inspiration d'un temps si lointain. Dans la mesure où nous contemplerons la beauté de cette époque avec attention et amour, dans cette mesure son inspiration descendra en nous et rendra peu à peu impossible une partie au moins des bassesses qui constituent l'air que nous respirons.* »

Patrick PIERRAN

Simone Weil – « *L'Inspiration Occitane* », Éd. de l'Éclat, 2014, 80 pp., prix franco : 7 €.

Exposition

Tous en guerre !

Une lettre originale invitant Monseigneur le duc de Guise prenant son poste de brancardier dans une gare parisienne, un brassard de la Croix Rouge ayant appartenu à Amélie, princesse de France et reine de Portugal : ces documents prestigieux tirés des archives de la Maison de France, ceux d'autres fonds privés ou émanant des administrations centrales de l'État sont exposés jusqu'à la fin du mois de janvier aux Archives nationales.

L'exposition « **Août 1914. Tous en guerre !** » prend la suite de celle de la Bnf pour nous faire vivre, cette fois, la guerre vue de l'arrière. La mobilisation des soldats qui convergent vers les frontières, les séances historiques du Sénat et de la Chambre des députés, l'organisation du camps retranché de Paris et la prise en main d'une partie de la vie économique par l'État : ces moments décisifs pour le maintien d'un effort durant quatre ans nous sont présentés avec toutes leurs implications. Le visiteur pourra être surpris, dans ce panorama, par les émouvants témoignages des populations victimes de l'occupation allemande, sur laquelle la République enquêtera après la contre-offensive victorieuse de la Marne. Le droit international, comme le XX^e siècle, était en train de naître.

Christophe BARRET

Exposition « **Août 1914. Tous en guerre !** », du 19 septembre 2014 au 22 janvier 2015.

59 rue Guynemer, 93380 Pierrefitte-sur-Seine. Métro Saint-Denis-Université (ligne 13).

Catalogue scientifique « **Août 1914. Tous en guerre !** », Archives nationales, 2014, 190 pages, prix franco : 20 €.

Commémoration

François-Marin Fleutot

et tous ceux qui le souhaitent
rendront

Hommage aux résistants royalistes morts pour la France

pendant la guerre 1939-1945

Principalement
au groupe *La Vérité française*

Charles Dutheil de la Rochère,
Jean de Launoy, etc..

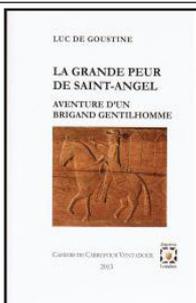
**le Lundi 27 octobre 2014
à 19 heures**

devant le monument
« aux morts fusillés par les nazis »

6, avenue de la porte de Sèvres
Paris XV^e

Il n'est souhaité aucune manifestation
partisane, ni journaux, ni drapeaux.

Le monument se situe à la sortie du
Périphérique, à gauche en venant de la
Place Balard.



Luc de Goutine
« *La Grande peur de
Saint-Angel - Aventure
d'un brigand
gentilhomme* »,
Éd. Cahiers de
Carrefour Ventadour,
457 pages,
prix franco : 27 €.

Les Mercredis de la NAR

À Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos amis et sympathisants dans nos locaux (38 rue Sibuet Paris 12^e) pour un débat avec un conférencier, une personnalité politique ou un écrivain.

Accueil à partir de 19 h 45. Entrée libre, une participation aux frais de 2 € est demandée. La conférence commence à 20 h précises et elle s'achève à 22 h. Une carte d'Abonné des Mercredis annuelle (12 euros) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir le programme des conférences.

Après la conférence, à 22 h, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 7 euros).

Mercredis 22 et 29 octobre : Pas de réunion en raison des vacances scolaires.

Mercredi 5 novembre : Auteur d'œuvres littéraires, politiques, historiques (lauréat de l'Académie française en 1979), journaliste, scénariste de télévision et traducteur-acteur de Shakespeare, **Luc de GOUSTINE** a siégé au Conseil économique et social, participe à la rédaction de *Royaliste* et à la direction de la Nouvelle Action royaliste. Il est diplômé de l'École Pratique des Hautes Études.

Dans un ouvrage issu de sa thèse, **La grande peur de Saint-Angel**, notre invité raconte l'histoire de François de Douhet, seigneur « féodal » et capitaine de Dragons, qui est arrêté fin juillet 1789 comme *brigand* et *aristocrate* puis incarcéré à Limoges avec huit compagnons d'infortune avant d'être libéré après délibération de l'Assemblée nationale. Cette aventure fait revivre toute une société de châtelains, de prêtres, de bourgeois, d'artisans et de paysans, de clans et de clientèles qui s'affrontent de manière très politique bien avant la Révolution. Pourquoi ces hommes sont-ils emportés par la peur ?

Mercredi 12 novembre : Docteur en théologie, **Bernard BOURDIN** est l'auteur de plusieurs ouvrages de philosophie politique dont *Royaliste* a rendu compte. En janvier 2014, il a soutenu devant l'Institut catholique de Paris et la Faculté de philosophie de Poitiers une thèse de philosophie qui retrace l'ensemble des réflexions et controverses qui ont joué et jouent encore un rôle décisif en Europe occidentale ; en exposant sa **théologie du politique**, il aborde en termes neufs la question des conditions d'existence de la démocratie libérale.

L'histoire européenne est en effet caractérisée par une dialectique complexe entre la « sécularisation » et la théologie politique. La Modernité, plus particulièrement sous sa forme démocratique libérale, s'est affranchie de cette relation.

Du coup, elle subit une perte qui est rarement soulignée : en renonçant à la transcendance, les démocraties libérales ont cessé d'être des sphères politiques autonomes et elles se trouvent exposées aux périls de l'auto-fondation de la société. Peut-on échapper à cette impasse ?

Royaliste

Nouveau !

Vos étagères sont pleines,
vous ne savez plus où ranger
vos exemplaires de *Royaliste* ?

Nous vous proposons de
transformer votre abonnement
journal en un abonnement de
Royaliste en PDF.

Bulletin d'abonnement à *Royaliste*

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

Adresse Internet :

souscrit un abonnement de :

() trois mois (20 €) () six mois (30 €) () un an (50 €) () soutien (120 €)

() abonnement annuel de *Royaliste* en PDF (50 €)

Royaliste, 38 rue Sibuet 75012 Paris

La revanche du patronat

Toujours plus ! Le Medef en veut toujours plus. Après le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) et le Pacte de responsabilité - deux cadeaux fiscaux accordés aux entreprises par le gouvernement, afin qu'elles reconstituent leurs marges au détriment des finances publiques et de la Sécurité sociale - l'organisation patronale en redemande. Elle aurait tort de s'en priver dès lors que le gouvernement cède à toutes ses pressions et menaces. Le 24 septembre, Pierre Gattaz, président du Medef, a ainsi présenté dans un « petit livre jaune » une série de revendications pour relancer l'économie française et créer un million d'emplois d'ici à 2020. (1)

Y figurent, pêle-mêle, la simplification du Code du Travail, la suppression de la référence à une quelconque durée légale de travail, la possibilité de payer en dessous du Smic, l'inversion de la hiérarchie des normes, le remplacement de la loi par le contrat, l'autorisation du travail le dimanche et après 21 heures, la réforme des seuils sociaux, la suppression de deux jours fériés...

Voilà pour l'écume des choses, car les véritables motivations du Medef sont ailleurs. Au mieux, le projet patronal constitue une vaste opération d'intoxication pour que se poursuive la déréglementation ; au pire, il s'agit d'une provocation qui a pour seul but de perpétuer le travail de sape de notre modèle social. Pierre Gattaz n'est pas naïf au point de croire que les mesures qu'il propose pourront créer un

million d'emplois. Déjà, dans les années 1980, Yvon Gattaz, le père de l'actuel patron des patrons, assurait que la suppression de l'autorisation administrative de licenciement, instaurée en 1975, permettrait de créer six cent mille emplois. Revenue au pouvoir, en 1986, la droite s'est empressée de supprimer ce dispositif : les chômeurs attendent toujours les emplois. Aujourd'hui, un consensus semble se dégager chez les économistes sérieux pour reconnaître que ces propositions ne créeraient au mieux que cinquante mille emplois.

La véritable intention du Medef est donc ailleurs. Pierre Gattaz, comme Ernest-Antoine Seillière, hier, n'est qu'une marionnette manipulée par Denis Kessler, ex-numéro deux de l'organisation patronale et président du Siècle, qui n'a qu'une idée en tête : « *défaire méthodiquement le programme du CNR* ». (2) Dans la même veine, on peut lire dans le « **Petit livre jaune** » patronal, inspiré par l'ancien adepte du « *Petit Livre rouge* » que fut le patron de la Scor : « *notre modèle économique et social, hérité de la Libération et basé sur le modèle des Trente glorieuses, a vécu.* » Denis Kessler profite de la quasi-léthargie du monde syndical pour avancer ses pions, mais ce faisant ne joue-t-il pas avec le feu ? Un proche de Laurence Parisot n'hésite pas à l'affirmer : « *Avec ses provocations, il est capable de bloquer toute la société française.* » (3)

Pourquoi tant d'acharnement à vouloir tourner la page du programme du CNR ? Dans la liste

des organisations membres de cette instance, ne figurait aucune organisation patronale : pendant la Seconde Guerre mondiale, les intérêts des entreprises étaient défendus par des Comités d'organisation mis en place par Vichy et qui sont rapidement devenus un instrument de la collaboration économique.

Le CNPF fut créé à la Libération à la demande du gouvernement. Dans la période d'après-guerre, le patronat avait intérêt, pour se refaire une virginité, à jouer le jeu de l'État providence. Avec la transformation du CNPF en Medef, l'organisation patronale s'est muée de corps intermédiaire en groupe de pression : la différence est de taille. Là où les premiers cherchent, notamment par la négociation, à aboutir à un accord qui satisfasse l'ensemble des parties prenantes, les seconds ont pour seul objectif d'imposer leur point de vue et la défense de leur propre intérêt.

Le projet du Medef poursuit un seul objectif : achever ce qu'il reste de l'État providence qui, contrairement aux affirmations en vogue depuis une trentaine d'années, avait pour finalité d'assurer le bien-être des personnes dans le souci du bien commun et à les protéger contre les errements du marché et l'individualisme, comme le montre Éloi Laurent, économiste à l'OFCE, dans *Le Bel avenir de l'État providence*, (4) un essai qui propose des pistes pour le réinventer et sur lequel il nous faudra revenir.

Nicolas PALUMBO

(1) <http://fr.slideshare.net/medef/1-million-demplois-cest-possible>

(2) In *Challenge*, 4 octobre 2007.

(3) In *Le Monde*, 1er juillet 2013.

(4) Éloi Laurent – « *Le Bel Avenir de l'État providence* », Éd. Les Liens qui libèrent, 05/2014, 160 pages, prix franco : 15,50 €.